

Titre I **DISPOSITIONS GENERALES**

Ce règlement est établi conformément aux articles L.151-1, R. 123-4 et R. 123-9 du Code de l'urbanisme.

Article DG 1

CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique à l'intégralité du territoire de la commune de Saint-Etienne, y compris Rochetaillée et Saint-Victor sur Loire.

Il fixe, sous réserve des droits des tiers et du respect de toutes autres réglementations en vigueur, les conditions d'utilisation des sols, y compris à l'intérieur des ZAC suivantes :

- **Molina la Chazotte** créée par arrêté préfectoral du 22 octobre 1974
- **Grouchy**, créée par délibération du Conseil Municipal du 1er octobre 1990
- **La Doa**, créée par délibération du SIATER le 11 septembre 1987
- **Pointe Appell Nativité**, créée par délibération du Conseil Municipal le 26 juin 2006
- **Desjoyaux**, créée par délibération du Conseil Municipal le 6 octobre 2006
- **Châteaureux**, créée par arrêté préfectoral du 20 septembre 2007
- **Jacquard-Gachet**, créée par arrêté préfectoral du 22 juin 2009
- **Manufacture Plaine Achille**, créée par arrêté préfectoral du 22 décembre 2009
- **Pont de l'Ane Monthieu**, créée par arrêté préfectoral du 18 novembre 2010.

Article DG 2

PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DU SOL

A) Sont applicables au territoire communal

- En application de l'article R.111-1 du Code de l'urbanisme, les articles suivants du Code de l'urbanisme permettant, dans certains cas, soit de **refuser l'autorisation d'urbanisme**, soit d'**imposer des prescriptions spéciales** :

R.111-2 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

R.111-4 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

R.111-26 : Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

R.111-27 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

(NB : L'article R.111-27 n'est pas applicable dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ni dans les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine).

- En application de l'article **L. 111-6** du Code de l'urbanisme, certaines constructions peuvent être interdites dans une bande de 75m de part et d'autre de l'axe de la RN 82 à l'entrée Sud de la Ville.
- En application de l'article **L. 111-15** du Code de l'urbanisme, lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans, sauf si le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

- dans certains cas, il est possible d'**opposer le sursis à statuer** pour toute demande d'autorisation de travaux, constructions ou installations :
 - en application de l'article **L.424-1** du Code de l'Urbanisme lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement qui a été prise en considération,
 - en application de l'article **L.153-11** : A compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration ou la révision d'un plan local d'urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

B) Exercer une influence sur les dispositions du Plan Local d'Urbanisme

- **Les servitudes d'utilité publique** et notamment celles relatives :
 - aux risques d'inondation
Les vallées du Furan et du Furet, le quartier de la Rivière ainsi qu'une partie du centre ville, selon l'axe de la Grande Rue allant de Centre 2 à la Terrasse, présentent un risque d'inondation. Un **Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation** a été approuvé par le Préfet de la Loire le 30 novembre 2005. Les dispositions du PPRNPI visent la protection des personnes ainsi que la réduction des dommages aux biens et aux activités.
 - aux Sites Patrimoniaux Remarquables (ex Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager, et Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine)
Site Patrimonial Remarquable (SPR) des quartiers de Tarentaize/Beaubrun et Crêt de Roc
Site Patrimonial Remarquable (SPR) Centre Nord
Site Patrimonial Remarquable (SPR) Couriot Manufacture.
- **Les législations relatives aux installations classées et aux carrières**, en vigueur lors de la demande de création ou d'agrandissement de tels équipements.
- **Concernant les vestiges archéologiques :**

La législation relative à l'archéologie (cf. le livre V du code du patrimoine et notamment l'article L. 531-14 concernant les découvertes fortuites) : l'ensemble du territoire communal est susceptible de livrer des vestiges ou des objets archéologiques. Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit devra faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire de Saint-Etienne, qui la transmettra sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie (Service Régional de l'Archéologie Rhône-Alpes, 6 quai Saint Vincent 69001 Lyon). Les vestiges découverts ne devront en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Le décret n°2004-490 du 3 juin 2004, pris pour l'application de la loi n°2003-707 du 1^{er} août 2003 relative à l'archéologie préventive, précise les modalités de saisie du Préfet de Région (Service Régional de l'Archéologie) pour ce qui concerne les demandes d'autorisation d'urbanisme ou les autres projets de travaux ou d'aménagement. Dans les zones définies par arrêté préfectoral, les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions préalablement à leur réalisation.

Pour les territoires de Rochetaillée et Saint-Victor sur Loire :

Le Préfet de Région est saisi pour tous les travaux dont la réalisation est subordonnée à un permis de construire, un permis de démolir, une autorisation d'installation ou de travaux divers, une autorisation de lotir ou une décision de réalisation de ZAC.

Pour le territoire de Saint-Etienne :

Le Préfet de Région est saisi pour les dossiers de réalisation de ZAC affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares et les autorisations de lotissement affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares.

Pour les trois territoires :

Le Préfet de Région est saisi pour tous les travaux soumis à déclaration préalable, les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact et les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques.

- **La loi du 31 Décembre 1992, relative à la lutte contre le bruit**

Les constructions à usage d'habitation, lorsqu'elles sont réalisées dans un secteur affecté par le bruit (type 1 à 5) doivent bénéficier d'un isolement acoustique. Celui-ci sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996. Les périmètres des secteurs situés aux voisinages des infrastructures de transport terrestre ainsi que l'arrêté du 30 mai 1996 sont annexés au PLU.

Les bâtiments nouveaux et parties nouvelles de bâtiments existants relevant de tout établissement d'enseignement, de santé, de soins, d'action sociale, de loisirs et de sport ainsi que les hôtels et établissements d'hébergement à caractère touristique sont soumis aux dispositions du décret n° 95-20 du 9 Janvier 1995 annexé au PLU.

C) Demeurent notamment applicables, nonobstant les dispositions du présent PLU et dans leur domaine de compétence spécifique, les réglementations particulières suivantes :

- le Code Civil
- le Code Général des Collectivités Territoriales
- le Code de la Construction et de l'Habitation
- le Code du Patrimoine
- le Code de l'Environnement
- le Code de l'Energie
- le Code Forestier
- le Code Rural
- le Code de la Santé Publique
- le Code de la Voirie Routière
- le Règlement Sanitaire Départemental

Article DG 3

LES PRESCRIPTIONS GRAPHIQUES DU REGLEMENT

- **Les emplacements réservés** en application de l'article **L.151-41** du Code de l'Urbanisme.
Il s'agit d'une disposition portée aux plans graphiques du PLU qui permet aux collectivités de préserver la localisation d'un futur équipement public.
- **Les espaces boisés classés** en application aux articles **L.113-1** et **L.113-2** du Code de l'Urbanisme.
Ce dispositif de protection peut s'appliquer tant aux espaces boisés qu'aux arbres isolés. "Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements."
- **La servitude d'attente de projet d'aménagement global** en application de l'article **L.151-41** du Code de l'Urbanisme.
Dans le périmètre d'une telle servitude délimitée au plan graphique, seuls sont autorisées les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes et les constructions nouvelles dès lors que la surface de plancher créée n'excède pas 20 m².
- **La servitude de mixité sociale** en application de l'article **L.151-15** du Code de l'Urbanisme consiste à réserver des emplacements en vue de la réalisation de programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. La liste des programmes annexée au présent règlement indique, pour chaque parcelle visée au plan de zonage, le nombre minimal de logements sociaux que doit inclure chacun de ces programmes.
- **Les zones non aedificandi** interdisent sur leur emprise l'implantation de toute construction.
- **La servitude d'alignement commercial stricte** s'applique aux rez de chaussées existants lorsqu'ils sont affectés à un usage de commerces, de cafés ou de restaurants. Une occupation vouée aux activités commerciales ou à l'hébergement hôtelier doit être maintenu dans les constructions repérées au plan graphique. **La servitude d'alignement commercial et services immatériels**, plus souple, est également ouverte à tous les services immatériels.
- **Les secteurs inondables**, hors PPRNPI, sont soumis à des risques d'inondation liés aux eaux pluviales. Dans les secteurs concernés, les pétitionnaires devront prendre toute précaution nécessaire afin de limiter les risques pour les constructions et les aménagements qu'ils réalisent.

- **Les marges de recul** définissent une emprise à l'intérieure de laquelle toute construction est interdite à l'exception des clôtures.
- **Les alignements** en application de l'article **L.112-1** et suivants du Code de la voirie routière. "La publication d'un plan d'alignement attribue de plein droit à la collectivité propriétaire de la voie publique le sol des propriétés non bâties dans les limites qu'il détermine. Le sol des propriétés bâties à la date de publication du plan d'alignement est attribué à la collectivité propriétaire de la voie dès la destruction du bâtiment." Aucun travail confortatif ne peut être entrepris sur un bâtiment frappé d'alignement, sauf s'il s'agit d'un immeuble classé parmi les monuments historiques."
- **Les éléments naturels ou bâtis repérés comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager** en application de l'article **L.151-19** du Code de l'urbanisme.
Le PLU peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique. A l'intérieur des périmètres définis au plan de zonage, les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément bâti ou végétal doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au titre de l'article R. 421-23 h) du Code de l'urbanisme. L'annexe n°8 du règlement répertorie les sites identifiés au titre de cette disposition.
- **Le polygone d'implantation**
Il s'agit d'une emprise graphique définie au plan de zonage à l'intérieur de laquelle les constructions doivent être implantées.
- **L'Aire d'influence du tramway pour les constructions tertiaires**
Les constructions à usage de bureaux situées en tout ou partie dans « l'aire d'influence du tramway pour les constructions tertiaires » définie au plan graphique annexé au règlement, sont soumises à une norme de stationnement maximale et non minimale.

Article DG 4

DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONE :

Le territoire couvert par le Plan Local d'urbanisme est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles et forestières, auxquelles s'appliquent les présentes «**Dispositions Générales**», ainsi que les dispositions du titre II et les dispositions particulières suivantes :

Dans toutes les zones :

- les autorisations d'urbanisme doivent être compatibles avec les **orientations particulières d'aménagement de secteur** du PLU.
- dans les **secteurs indicés "i" et "s"**, toute construction est soumise à la réglementation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation jointe en annexe du PLU.
- dans les **secteurs indicés "r"**, correspondant au quartier du Crêt Coupé à Terrenoire soumis à des risques de glissement de terrain, les pétitionnaires devront prendre toutes précautions nécessaires afin de limiter les risques pour les constructions et les aménagements qu'ils réalisent.
- les **secteurs indicés "t"** correspondent aux sites classés et inscrits des gorges de la Loire du territoire de St Victor sur Loire. Dans ces secteurs, le règlement du PLU intègre certaines dispositions du "Guide de prescriptions architecturales et paysagères" élaboré par le Syndicat Mixte d'Aménagement des Gorges de la Loire (SMAGL).

Les dispositions du TITRE III pour les zones urbaines

La zone UA, zone qui recouvre la partie centrale dense de la ville.

La zone **UA** se découpe en :

- | | |
|----------------------|---|
| - secteur UAa | correspondant au noyau historique primitif de la ville. |
| - secteur UAb | correspondant à l'habitat type XIXème siècle et début du XXème. |
| - secteur UAc | correspondant à des quartiers un peu plus périphériques. |
| - secteur UAd | correspond à une partie du site de la Manufacture d'Armes destinée à du logement |
| - secteur UAe | correspondant aux quartiers de faubourgs susceptibles de muter vers une vocation plus résidentielle sous forme d'îlots semi-ouverts |

La zone **UA** comprend en outre :

Les secteurs **UAbo** et **UAco**, identifiés comme secteur de projet

La zone UB, représente des quartiers à dominante d'habitat collectif.

La zone **UB** se découpe en :

- secteur **UBa** correspondant à de l'habitat collectif en ordre continu.
- secteur **UBb** correspondant à de l'habitat collectif en ordre discontinu.
- secteur **UBc** qui a pour vocation de favoriser l'habitat intermédiaire. Le secteur **UBc** propose 3 combinaisons alternatives "densité / hauteur" au choix du pétitionnaire, sous réserve du respect de la hauteur maximale portée au **Plan des Hauteurs**. Le secteur **UBc** comprend le sous-secteur **UBc1** correspondant au site de la Dame Blanche.

La zone **UB** comprend en outre le secteur **UBbo** identifié comme secteur de projet.

La zone UC, zone d'habitat de densité moyenne à faible.

La zone **UC** se découpe en :

- Secteur **UCa** correspondant à l'habitat résidentiel.
Le secteur **UCa** se décline en : **UCa1**, **UCa2**, **UCa3**, **UCa4**, **UCa5** et **UCa6** selon la densité et la hauteur maximales requises
- secteur **UCasc** correspondant au "secteur central" de l'opération d'aménagement "Pont de l'Ane - Monthieu"
- secteur **UCb** correspondant à l'habitat individuel construit à l'alignement
- secteur **UCc** correspondant à l'habitat de type pavillonnaire traditionnel
- secteur **UCd** correspondant au village de la Giletère à Saint-Victor sur Loire.

La zone **UC** comprend en outre les secteurs suivants

- UCa3p** correspondant au quartier dit "Cottage social de Montreynaud"
- UCcp** correspondant au quartier dit "Les Castors de Montreynaud"

La zone UD, correspondant au quartier de Châteaureux, nouvelle Cité d'Affaire de Saint-Etienne.

La zone UE, zone réservée aux grands équipements (sportif, culturel, loisir, enseignement...)

La zone **UE** comprend en outre :

- le secteur **UEa** réservé aux constructions nécessaires au fonctionnement des cimetières.
- le secteur **UEb** correspondant au site de la rue F. Albert

La zone UF, a pour vocation générale l'accueil des activités économiques.

La zone **UF non indicée** est destinée à recevoir les activités de production industrielle et artisanale.

La zone **UF** comprend en outre :

- le secteur **UFa** qui admet également le commerce de gros et de détail.
- le secteur **UFc** qui admet, en plus des activités traditionnelles de la zone **UF**, le commerce de gros et les activités de logistique de transport.
- le secteur **UFd** du Technopole admet également les équipements liés à l'enseignement et à la recherche, et les activités tertiaires.
- le secteur **UFdt** qui admet également certaines activités tertiaires avec des conditions de hauteur et de densité différentes compte tenu des enjeux de renouvellement urbain du secteur.
- le secteur **UFe** qui admet également les équipements sociaux et les équipements liés à la culture et aux loisirs, de secours et de sécurité et les activités accessoires qui participent à leur promotion.
- le secteur **UFF** correspondant au quartier "Pont de l'Ane – Monthieu", principalement réservé au commerce de détail.
- le secteur **UFg** réservé exclusivement aux activités en lien avec les transports publics.
- le secteur **UFh** réservé exclusivement aux activités de logistique de transport.
- le secteur **UFm** réservé exclusivement au commerce de gros à vocation alimentaire et ses activités accessoires et connexes.
- le secteur **UFv** inséré dans le tissu résidentiel. Dans ce secteur, les activités doivent être compatibles avec le voisinage.
- le secteur **UFw** correspondant au site de la SCEMM du Rond-Point, inséré dans le tissu résidentiel, qui admet également les équipements liés à l'enseignement et à la recherche.

Par ailleurs :

- dans le sous-secteur **UFac**, dévolu aux concessions automobiles, les obligations en termes de plantations sont assouplies.
- dans le secteur **UFe** indicé « p », les constructions sont identifiées dans les orientations particulières d'aménagement de secteur comme faisant partie du patrimoine industriel. Le règlement prévoit des dispositions spécifiques à même d'en assurer la conservation.

La zone UG, correspondant au site de Manufacture / Plaine Achille

La zone UN, zone réservée à la sédentarisation des nomades.

La zone UR, zone mixte en milieu rural, correspondant aux bourgs de Saint-Victor sur Loire et Rochetaillée.

La zone **UR** comprend :

- le secteur **URa** correspondant aux hameaux

Les dispositions du TITRE IV pour les zones à urbaniser

La zone 1AU, zone d'urbanisation future réservée essentiellement à l'habitat, urbanisable dans le cadre d'une opération d'ensemble.

La zone **1AU** est subdivisée en secteurs dont la dénomination renvoie à une zone U ou à un secteur d'une zone U, dit de référence.

La zone **1AU** comprend en outre :

- Le secteur **1AUa/UCa4** correspondant à un site de la rue Nicéphore Niepce, au lieu dit Les Grandes Molières, qui est soumis à des prescriptions particulières du fait de sa localisation en bordure du Furan.

La zone 2AU, zone d'urbanisation future stricte, inconstructible sans modification ou révision du PLU.

La zone **2AU** est subdivisée en secteurs dont la dénomination renvoie à une zone U ou à un secteur d'une zone U, dit de référence.

Les dispositions du TITRE V pour les zones agricoles

La zone A, zone agricole.

Les dispositions du TITRE VI pour les zones naturelles et forestières

La zone N, zone de protection stricte.

La zone **N** comprend en outre :

- | | |
|------------------------|--|
| - le secteur Na | réservé aux parcs urbains |
| - le secteur Nb | réservé aux campings |
| - le secteur Nc | réservé aux cimetières et aux activités qui y sont liées |
| - le secteur Nd | qui admet les abris pour animaux et les activités qui y sont associées |
| - le secteur Ne | qui admet uniquement les serres horticoles |
| - le secteur Nj | réservé aux jardins familiaux |

La secteur **Na** comprend en outre :

- Le sous-secteur **Nac**, correspondant au parc musée du Puits Couriot
- Le sous-secteur **Nae**, correspondant à une partie du parc urbain de Montreynaud

Article DG 5

ADAPTATIONS MINEURES

a) Selon l'article L. 152-3 du Code de l'urbanisme :

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

Les règles et servitudes définies par un Plan Local d'Urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

Par "adaptations mineures", il faut entendre les assouplissements qui peuvent être apportés à certaines règles d'urbanisme, sans aboutir à un changement du type d'urbanisation et sans porter atteinte aux droits des tiers. Ces adaptations excluent tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée.

Aucune adaptation mineure ne peut être apportée aux articles 1, 2, et 14 du règlement de chaque zone.

b) Lorsqu'un immeuble n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

c) Selon l'article **L.152-4** du Code de l'urbanisme :

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut accorder par décision motivée, des dérogations à une ou plusieurs règles du PLU pour permettre :

- La reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés à la suite d'une catastrophe naturelle survenue depuis moins d'un an, lorsque les prescriptions imposées aux constructeurs en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes sont contraires à ces règles ;
- La restauration ou la reconstruction d'immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques, lorsque les contraintes architecturales propres à ces immeubles sont contraires à ces règles.
- Des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant. L'autorité compétente recueille l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, lorsqu'ils ne sont pas ceux qui délivrent le permis de construire.

Article DG 6

CONSULTATION DES SERVICES COMPETENTS EN PRESENCE DE RISQUE

- Risques pouvant résulter des anciennes exploitations minières

Des plans graphiques transmis par Charbonnage de France sont annexés au rapport de présentation du PLU. Ils récapitulent les contraintes minières par concession (puits, galeries, zones à l'aplomb des anciens travaux miniers souterrains...).

Tous renseignements complémentaires peuvent être fournis par :

L'Unité Territoriale Après-Mine Sud
Puits Yvon Morandat - Quartier la Plaine
13120 Gardanne
(tél. : 04/42/65/46/20)

- Risques liés à la présence de tunnels ferroviaires

Certaines parties des zones sont soumises à des risques dus à la présence de tunnels ferroviaires SNCF, dont le tracé est reporté au plan des servitudes annexé au PLU.

La proximité de ces tunnels entraînera la consultation de la SNCF dans les cas suivants :

- pour les constructions situées dans la zone de charge : bande de 10m de part et d'autre de l'axe des tunnels
- pour les excavations, extractions situées dans la zone de décharge : 61m axé sur le tunnel
- pour les tirs de mines effectués à une distance de : < 500m de part et d'autre de l'axe des tunnels.

- Risques liés à la présence de canalisations de gaz naturel haute pression

Le territoire de la commune est traversé par plusieurs canalisations de gaz naturel haute pression qui sont reportées au plan des Servitudes d'Utilité Publique. Chacune est concernée par trois zones de danger (*très graves, graves, significatifs*) définies par **GRTgaz**, ces ouvrages étant susceptibles, par perte de confinement accidentelle suivie de l'inflammation, de générer des risques importants pour la santé ou la sécurité des populations voisines.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

- les Etablissements Recevant du Public de plus de 100 personnes, les Immeubles de Grande Hauteur et les installations nucléaires de base ne peuvent pas être autorisés dans la zone de **dangers graves** pour la vie humaine, sans preuve de compatibilité avec les ouvrages de transports de gaz naturel,
- dans la zone de **dangers significatifs**, *GRTgaz Pôle Exploitation Rhône Méditerranée, Equipe Régional Travaux Tiers Evolution des Territoires, 33 rue Pétrequin, BP 6407, 69413 LYON Cedex 06* sera consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade de l'avant-projet sommaire.

Il est à noter que pour les canalisations de diamètre inférieur ou égal au diamètre nominal (DN) 150, les aménagements présentant des problématiques d'évacuation en particulier les aménagements de type hôpitaux, écoles, tribunes, maisons de retraite, EPHAD, etc., les distances des effets sont étendues :

- la distance d'effets létaux significatifs (**dangers très graves**) est étendue à celle des effets létaux (**dangers graves**)
- la distance d'effets létaux (**dangers graves**) est étendue à celle des **dangers significatifs**.

Conformément au code de l'Environnement, la consultation du « **Guichet Unique des Réseaux** » (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) doit être effectuée par tout responsable ou exécutant de travaux afin de prendre connaissance des noms et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité du projet. Selon le cas, une « Déclaration de projet de Travaux » (DT) ou une « Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux » (DICT) sera adressée aux exploitants concernés.

Conformément à l'art.554-26 du code de l'Environnement, lorsque le nom de **GRTgaz** est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des Réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que **GRTgaz** n'a pas répondu à la DICT.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2016 institue des Servitudes d'Utilité Publique le long de ces canalisations de gaz :

- **Servitude SUP1 : zone d'effets létaux du phénomène dangereux dit "de référence" au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement**
La délivrance d'un permis de construire relatif à un Etablissement Recevant du Public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un Immeuble de Grande Hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur, ou en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.
- **Servitude SUP2 : zone d'effets létaux du phénomène dangereux dit "de référence réduit" au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement**
Sans objet :
 - car la distance en mètres de SUP2 = SUP3
 - les dispositions de SUP2 sont moins contraignantes que celles de SUP3.
- **Servitude SUP3 : zone d'effets létaux significatifs du phénomène dangereux dit "de référence réduit" au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement**
L'ouverture d'un Etablissement Recevant du Public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un Immeuble de Grande Hauteur est interdite.

Les différentes distances SUP1 et SUP3 mises en place de part et d'autre des canalisations, ou à partir des installations, sont précisées dans la liste des Servitudes d'Utilité Publique jointe en annexe du PLU. A noter que seules les distances SUP1 sont reproduites dans le plan des Servitudes d'Utilité Publique.

Le Maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnelle) délivré dans l'une de ces zones : *GRTgaz Pôle Exploitation Rhône Méditerranée, Equipe Régional Travaux Tiers Evolution des Territoires, 33 rue Pétrequin, BP 6407, 69413 LYON Cedex 06*.

- Risques technologiques

Entreprise IRA SAS, 9 rue Bénévent (altitude au niveau du sol : 488 mètres)

Périmètre de danger et prescriptions

Installation	Phénomènes dangereux	Distances d'effet (m)	Orientations relatives à l'affectation des sols
--------------	----------------------	-----------------------	---

Cellule de stockage	Dispersion atmosphérique de fumées toxiques de produits combustibles	850	Ne pas augmenter la population exposée au risque : - lors d'une urbanisation future de plus de 45 m de hauteur mesurée depuis le niveau de sol du site. - sur la partie de la colline de Montreynaud se situant dans la zone à risque, des effets au niveau du sol étant susceptibles de l'impacter.
Camion voie de circulation intérieure	Incendie	10	Seules sont autorisées les constructions industrielles et les infrastructures directement en lien avec l'activité à l'origine des risques.

Article DG 7

REGLE GENERALE DE CONSTRUCTION

- **Pour les établissements recevant du public**, les travaux devront respecter les dispositions du chapitre I, du titre VI, du règlement de sécurité du 23 mars 1965 contre les risques d'incendie et de panique ainsi que les textes relatifs à l'accessibilité aux handicapés.
- **Les surfaces commerciales de détail de plus de 300 m²** sont soumises à la législation en vigueur concernant le développement du commerce et de l'artisanat.

Article DG 8

LES ANNEXES DU REGLEMENT

Annexes jointes au présent ouvrage

- annexe 1 - **Liste des végétaux** (équivalence de développement et notions de grandeur)
- annexe 2 - **Exploitation agricole**
- annexe 3 - **Nomenclature des constructions**
- annexe 4 - **Plans relatifs aux secteurs en Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Tarentaize/Beaubrun et Crêt de Roc**
 - Plan de valorisation du patrimoine
 - Plan des hauteurs
- annexe 5 - **Plans relatifs à la zone UD** :
 - Plan des modalités d'implantation par rapport à l'alignement
 - Plan des Hauteurs
- annexe 6 - **Lexique** (définissant différents termes de ce règlement)
- annexe 7 - **Liste des programmes de logements répondant à l'objectif de mixité sociale**
- annexe 8 – **Liste des éléments repérés comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager** en application de l'article **L.151-19** du Code de l'urbanisme
- annexe 9 - **Plan des hauteurs relatif à la zone UG**

Plans annexés au règlement

- pièce 5.1.1 - **Plan des hauteurs pour les zones UA, UB, UE et UF**
- pièce 5.1.2 - **Plan des ZAC et surface de plancher maximale constructible**
- pièce 5.1.3 - **Aire d'influence du tramway pour les constructions tertiaires**

Article DG 9

GESTION DES DECHETS MENAGERS

Se reporter au guide technique de préconisations pour la gestion des déchets ménagers et assimilés de Saint-Etienne métropole.

Les opérations d'aménagement devront prévoir des emplacements collectifs pour le tri et la collecte de déchets.

Toute construction nouvelle doit prévoir la possibilité d'accueillir un ou plusieurs emplacements pour les bacs « ordures ménagères » et « tri sélectif », dimensionnés en fonction des fréquences de collecte, des types de déchets collectés et contenant de pré-collecte.

Dans l'habitat collectif, un espace doit être réservé au stockage des poubelles dans le bâti. Cette obligation s'applique aussi dans le cadre d'une réhabilitation lourde sauf impossibilité liée à la nature ou à l'organisation de la construction. Dans les rues dénuées de servitudes d'alignement commercial, cette obligation pourra notamment être satisfaite par la transformation d'un ancien commerce proche, en local de stockage des conteneurs à déchets, éventuellement mutualisé avec le stationnement des bicyclettes.